

Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement

Orléans, le 3 janvier 2017

Unité départementale du Loiret

**INSTALLATIONS CLASSEES**

-----  
**Société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE)**

-----  
**Commune de SARAN**

-----  
**Projet d'arrêté préfectoral imposant à la SOCIETE GABRIEL  
ENVIRONNEMENT (SGE) la mise en oeuvre des garanties  
financières pour la mise en sécurité de ses installations situées  
au 178 rue de la Chenille à Saran**

## **RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

### **I. Présentation générale**

La société GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE)

La SGE dont le siège social est implanté 188, route de SANDILLON à SAINT JEAN LE BLANC (45650), exploite, au 171 rue de la Chenille à SARAN, une installation de tri, transit et regroupement :

- de déchets dangereux (amiante lié) ;
- de déchets non dangereux non inertes ( déchets verts et de bois, déchets industriels banals (DIB)) ;
- de déchets non dangereux inertes (de gravats en provenance de chantiers de démolition).

Elle exerce également sur ce site des activités de broyage de végétaux et de concassage de gravats.

#### **Les garanties financières**

L'article R.516-1 du Code de l'environnement impose aux installations susceptibles de présenter un danger pour l'environnement, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, l'obligation de constituer des garanties financières destinées à financer la mise en sécurité du site et, le cas échéant, la mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines en cas de défaillance de l'exploitant.

Ces garanties financières sont constituées auprès d'organismes définis à l'article R.516-2 du Code de l'Environnement (entreprise d'assurance, société de caution mutuelle, caisse des dépôts et consignations...)

Le calcul du montant des garanties financières est encadré par un l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

### **II. Situation administrative de l'établissement**

Les activités réalisées sur le site de SARAN sont encadrées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaire du 11 décembre 2015.

Le tableau présenté ci-dessous, précise les rubriques de la nomenclature des ICPE concernées par l'activité de la société SGE ainsi que les volumes maximums autorisés :

Parmi celles-ci, les rubriques **2713, 2714, 2716, 2718 et 2791** sont soumises à l'obligation de constitution de garanties financières.

N°	Rubrique	Activité de SGE	Volume maximum pour le site de SARAN	Régime
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	Regroupement de déchets d'amiante (lié et libre) conditionnés	38 tonnes	A (GF)
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Broyage et concassage de déchets de végétaux, de bois, de souches et d'inerte	121 t/j	A (GF)
2515-1b	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW	Installation de concassage des déchets inertes	320 kW	E
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².	alvéole d'entreposage de métaux	125 m²	D (GF)
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	Transit de déchets de bois et de souches	300 m³	D (GF)
2716-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.	Aire d'entreposage de : - DIB - déchets végétaux et broyés de déchets végétaux	200 m³ 500 m³	DC (GF)
2517-3	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant inférieure 5 000 m²	Transit de gravats issus des chantiers de démolition	- Aire du béton armé : 810 m² - béton (près à être broyé) : 950 m² - concassé : 1 700 m² - activité de négoce : 865 m² surface totale : 4325 m²	NC
4734-1c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant <b>inférieure a 50 t d'essence ou 250 t au total.</b>	Réserve de carburant pour l'activité	-1 cuve aérienne double paroi de Gasoil Routier (GR) de 2 m³ (1,5 tonne), -1 cuve aérienne double paroi de Gasoil Non Routier (GNR) de 2 m³ (1,5 tonne),  soit une quantité de stockage de 3 tonnes de carburant.	NC

A (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration avec contrôle), D (déclaration), GF( garanties financières)

### **III. Constitution des garanties financières pour la SGE :**

La SOCIETE GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) s'est vu imposé en 2014 l'obligation de constituer des garanties financières. Le montant de ces garanties financières, estimé par l'exploitant à **446 687€** TTC pour le site de Saran avait été retenu et prescrit par arrêté préfectoral du 5 décembre 2014. Ces garanties n'ont jamais été constituées par l'exploitant.

Suite à une mise en demeure du préfet, datée du 26 mai 2016, de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2014, l'exploitant, a demandé à l'inspection des installations classées de reconsidérer le montant des garanties financières.

En 2014, le montant des garanties financières transmis par l'exploitant avait pris en compte les coûts d'évacuation et de traitement de 10 520 tonnes des déchets inertes.

Toutefois, conformément à l'arrêté du 31 mai 2012 sus-visé, les coûts de traitement et d'évacuation des déchets considérés comme facilement valorisables peuvent être considérés comme nul.

Par conséquent, le coût d'évacuation et de traitement des déchets inertes peuvent à juste titre être retirés du montant des garanties financières de la SGE pour le site de Saran.

Par courrier en date du 18 octobre 2016, complété le 24 octobre et le 14 novembre 2016, l'exploitant a adressé un nouveau calcul de garanties financières applicables à son établissement. Le nouveau montant des garanties financières, validé par l'inspection des installations classées, s'élève à **103 500€**.

### **IV Proposition**

Compte tenu des éléments présentés ci-dessus, il apparaît nécessaire d'actualiser le montant des garanties financières de la SOCIETE GABRIEL ENVIRONNEMENT (SGE) pour son activité de tri, transit et regroupement de déchets situé au 171 rue de la Chenille à SARAN dans un nouvel arrêté préfectoral.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de signer un arrêté de prescriptions complémentaires, reprenant le projet de prescriptions joint en annexe du présent rapport, après avis des membres du CODERST, en application des dispositions de l'article R.512-31 du code de l'environnement. Cet arrêté abrogera l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2014.

Le technicien du développement durable  
habilité

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le  
préfet  
de la région Centre-Val de Loire, préfet du  
Loiret  
Pour le directeur,

Signé